

Je n'appartiens, si j'exprime l'avis qu'il est certain que les tâches dont ambassadeurs et représentants peuvent mieux s'acquitter que les ministres des Affaires étrangères ou d'autres ministres, notamment dans les phases initiales de la négociation, que de parler pour parler.

Si des gouvernements ne parviennent pas à une entente par les voies diplomatiques officielles, ils peuvent poursuivre leurs efforts, au pis-aller, échouer sans soulever de tempête. Toutefois, quand des ministres des Affaires étrangères ou, à plus forte raison, des chefs de gouvernement se rencontrent, avec l'inévitable cortège de représentants de la presse, de la radio et de la télévision, de spécialistes, conseillers et conseillers des conseillers, les affaires se compliquent et deviennent souvent plus épineuses.

Il y a toujours le danger que si l'on ne parvient pas à s'entendre à des réunions sur lesquelles le public a fondé tant d'espoir, cela soit interprété fatalement comme la preuve patente qu'un accord ne sera jamais possible. La réaction qui s'ensuivra peut à son tour se traduire par un pessimisme et un désespoir injustifiés. D'où la forte tentation de taire ou de nier le désaccord, ou de s'appliquer à en rejeter le blâme sur d'autres, ce en quoi les communistes sont passés maîtres. De fait, ces derniers ne participent souvent aux conférences internationales que pour diffuser leur propagande. Leur stratégie est arrêtée bien avant l'ouverture des délibérations, dont ils exploitent l'échec longtemps après qu'elles ont pris fin.

L'une des raisons pour lesquelles on hésite à recourir plus souvent aux méthodes ordinaires de diplomatie, utilisant ce que nous appelons les voies officielles plutôt que les conférences politiques, c'est que la diplomatie conserve, en tant que profession, une réputation quelque peu douteuse, vestige des temps où les diplomates professionnels servaient les agents aux dirigeants autocratiques dans la mesure en œuvre de politiques qui n'avaient rien de plus que de viser à voir avec le bien-être ou les intérêts du peuple.

Depuis les débuts jusqu'à ces dernières années, la diplomatie a eu tendance à se figer dans une attitude de réserve et d'exclusivisme, affichant un esprit et une allure souvent plus aristocratiques que démocratiques.

Encore teintée de machiavélisme, la diplomatie est aux yeux de plusieurs un métier de fortune et d'épateur, exercé par des messieurs ministres bien que d'aspect distingué, qui ont changé la culotte du XVIII^e siècle pour le pantalon rayé.

Une pareille conception est à la fois indue et injuste. Elle pourrait sûrement se corriger si l'on retenait les services d'une bonne agence de relations publiques pour convaincre le public que les pantalons rayés sont, en fait, des salopettes. De toute façon, ces pantalons ne constituent pas tant un vêtement que le symbole d'un état d'esprit. J'espère et j'ai la conviction que cette mentalité est inconnue au ministère des Affaires extérieures du Canada, aussi bien que dans son service extérieur. Pantalons rayés et nœuds carrés ne vont pas très bien ensemble!

Malheureusement, on a maintes fois attribué aux échecs de la diplomatie les guerres dans lesquelles les hommes ont été engagés longtemps après que le diplomate eut demandé ses passeports. Comme tous les échecs, ceux de la diplomatie collent à la mémoire et s'inscrivent dans l'histoire quand succès et réalisations sont depuis longtemps oubliés.

Importance des relations publiques

Dans le passé, la diplomatie a souffert de l'insuffisance ou même de l'absence de relations publiques. Il faut modifier cet état de choses parce que les relations publiques dans la politique internationale, et par ricochet, dans la diplomatie, revêtent une importance primordiale à l'époque décisive que nous traversons. Le premier motif militant en faveur de ce changement tient à l'inéluctable nécessité pour une démocratie de fonder sa politique étrangère et la conduite de cette politique sur l'opinion publique, déterminée désormais non par une poignée d'hommes, mais par tous les citoyens. Il est donc indispensable de renseigner le public à fond et honnêtement, ainsi que je l'ai déjà déclaré, non sur chaque étape des négociations mais sur chacun des principes politiques en jeu, ce qui n'est pas la même chose. On doit cependant inculquer au public la conviction que si ses représentants doivent jouer dans les pourparlers d'une certaine liberté d'action, ils n'abandonneront, cependant, aucun des principes établis pour l'orientation de ces pourparlers.

La tâche n'est pas facile, notamment quand il s'agit de traiter avec des États communistes. Notre crainte du communisme est naturellement si vive que lorsque nous lui faisons une concession sur quelque point minime — la chose se publie presque immanquablement — on peut nous accuser de trahir un principe ou de donner dans la mollesse. Cet état d'esprit peut aller jusqu'au point où la crainte et du communisme et de la critique paralyse totalement la diplomatie, empêchant le moindre progrès. Je souhaite que nous puissions, dans l'année qui commence, éviter cette attitude purement statique sans, pour cela, voir dans chaque proposition une promesse de paix.

L'autre difficulté tient au fait qu'une concession ou un compromis quelconque peuvent être et sont souvent considérés par l'adversaire communiste comme un signe de faiblesse, ce qui l'incite à plus d'intransigeance que jamais.

Les négociations avec des gouvernements communistes, notamment au sujet de la Corée et de l'Allemagne, illustrent abondamment l'un et l'autre problèmes.

Le meilleur moyen

A mon sens, le meilleur moyen de faire face à la situation dans nos pourparlers avec les gouvernements communistes est d'arrêter au préalable les points et principes sur lesquels nous entendons demeurer fermes, prenant soin de ne nous en point écarter par la suite. Il nous faut en même temps nous montrer flexibles sur les questions secondaires, sans trop nous préoccuper de la mésinterprétation